

# Dopage : le rapport qui accable la Russie

## L'agence mondiale antidopage demande l'exclusion de tous les athlètes russes pour les Jeux olympiques de Rio.

C'est un rapport qui ne laisse planer aucun doute. Oui, la Russie a bel et bien organisé un dopage d'Etat impliquant des officiels de très haut rang, a escamoté des centaines d'échantillons positifs provenant d'athlètes actifs dans plus de 30 sports différents et a

manipulé de nombreux échantillons durant les Jeux olympiques de Sochi. Voilà les principales conclusions présentées par l'expert canadien Richard McLaren à la demande de l'Agence mondiale antidopage.

Un rapport qui ne devrait pas rester sans conséquences.

L'agence mondiale antidopage recommande en effet d'exclure tous les athlètes russes des JO de Rio parlant des « *abus de pouvoir les plus délibérés et choquants jamais vus dans l'histoire du sport* ».

Le CIO osera-t-il prendre une décision aussi radicale ? La

question devrait être rapidement tranchée. Du côté russe, on dénonce ce rapport « injustifié ». La suite du dossier devrait prendre une tournure politique, sur un air, connu, de Guerre froide. ■

## L'étai se resserre sur la Russie avant Rio

### Le rapport McLaren ne laisse place à aucune ambiguïté. Le dopage d'Etat et la tricherie organisée en Russie pourraient coûter cher à ses athlètes.

Le Comité international olympique (CIO) va-t-il pouvoir prendre d'autre mesure que l'exclusion pure et simple du comité national olympique russe des Jeux de Rio ? A moins de trois semaines de leur cérémonie d'ouverture, la question est désormais posée après le rapport présenté, ce lundi, à Toronto, par l'expert canadien Richard McLaren.

Celui-ci, mandaté par l'Agence mondiale antidopage (AMA), a confirmé en grande partie les accusations portées il y a quelques semaines, dans les colonnes du *New York Times* par Grigory Rodchenkov, l'ancien patron des laboratoires de Moscou et de Sochi, sur une « protection » des meilleurs athlètes russes avec la bénédiction de l'Etat et sur une tricherie organisée lors des Jeux d'hiver 2014.

**L'AMA a appelé à l'exclusion de la Russie de tous les événements sportifs internationaux**

Le document d'une centaine de pages, rédigé après une enquête de 57 jours, débouche sur trois conclusions :

1) le laboratoire de Moscou a escamoté, entre 2011 et 2015, pas moins de 577 échantillons positifs provenant d'athlètes de plus de 30 sports différents (voir infographie ci-contre) et ce, sur ordre du vice-ministre des Sports, Yuri Nagornykh, par ailleurs administrateur du comité olympique russe. Dès qu'un cas positif était décelé, l'info était transmise au ministère, qui demandait qu'on falsifie le résultat ou qu'on le mette « en quarantaine ». Ce système, appelé « méthode du "positif disparu" » a notamment été en vigueur lors des dernières grandes compétitions organisées en Russie comme les Mondiaux d'athlétisme de Moscou en 2013, l'Universiade de Kazan la même année, et les Mondiaux de natation de Kazan l'été dernier.

2) la confirmation de l'incroyable méthode d'échanges d'échantillons d'urine lors des Jeux d'hiver 2014 au laboratoire de Sochi avec la collaboration des services secrets (FSB). Selon un scénario digne des meilleurs James Bond, l'échange se passait pendant la nuit à travers un trou percé

entre le labo et une remise dans laquelle se trouvaient les agents. Les échantillons étaient descellés et l'urine des athlètes russes polluée par le dopage était remplacée par de l'urine « propre » qui avait été stockée en amont. Les enquêteurs ont pu prouver, grâce à des griffures sur les tubes, que le changement de bouchon, que l'on pensait inaltérable, avait bien eu lieu. Ce qui laisse à penser que bon nombre d'athlètes russes sont montés sur le podium en étant dopés. Pour info, la Russie avait terminé première au tableau des médailles avec 33 breloques, dont 13 d'or.

3) l'implication et l'interférence affirmées de l'Etat russe dans ces deux affaires. Selon Richard McLaren, « *il était impossible que Vitaly Mutko, le ministre des Sports, ne fût pas au courant* ».

Thomas Bach, le président du CIO, avait, depuis le début des révélations sur le dopage d'Etat en Russie, il y a deux ans, par la chaîne allemande ARD, toujours défendu l'idée de sanctions individuelles pour les tricheurs plutôt que des punitions collectives.

Mais le vent semble en train de tourner à Lausanne. Dans un communiqué diffusé juste après la conférence de presse de McLaren, le CIO a convenu que « *les conclusions de ce rapport font état d'une atteinte choquante et sans précédent à l'intégrité du sport et des Jeux olympiques. En conséquence, le CIO n'hésitera pas à prendre les sanctions les plus sévères qu'il puisse infliger à toute personne ou organisation impliquée* ».

A ce sujet, sa commission exécutive tiendra une conférence téléphonique ce mardi pour prendre les premières décisions, « *lesquelles pourront inclure des mesures et des sanctions provisoires en ce qui concerne les Jeux olympiques de Rio 2016* ».

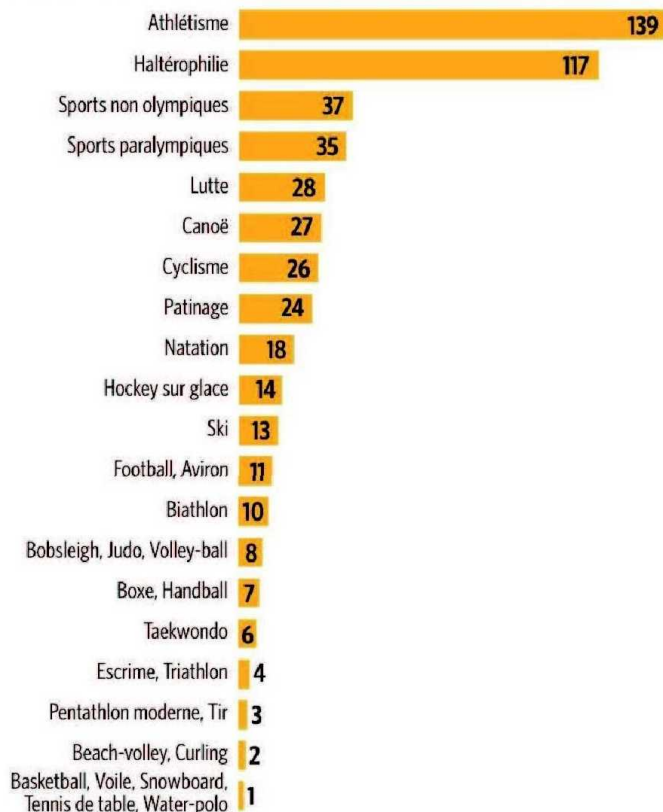
De son côté, l'AMA a été plus directe. Elle a appelé à l'exclusion de la Russie de tous les événements sportifs internationaux, y compris les Jeux de Rio, et à la mise à l'écart des responsables russes mouillés dans cette affaire, « *tant que la Russie n'aura pas réalisé un "changement de culture"* ».

Le sport mondial est peut-être à un tournant de son histoire... ■

PHILIPPE VANDE WEYER

## Les contrôles positifs russes effacés par sport

LS - 19.07.16



## COMMENTAIRE

PHILIPPE VANDE WEYER

UN CHOIX  
ENTRE ÉTHIQUE  
ET POLITIQUE

On a beau ne pas être surpris, parce que les premières révélations de l'ancien patron des laboratoires de Moscou et de Sochi avaient bien « balisé » le chemin il y a quelques mois, il y a des confirmations, comme celles formulées ce lundi par l'expert Richard McLaren, qui font plus mal que d'autres. Celles du dopage d'Etat, de la « disparition » cautionnée de plusieurs centaines de cas positifs de sportifs provenant de plus de 30 disciplines différentes et d'un système ahurissant d'échanges

d'échantillons d'urine aux Jeux d'hiver 2014 mettent aujourd'hui la Russie dans une situation quasi intenable dans les milieux du sport mondial.

Le CIO n'est pas dans une position beaucoup plus confortable. Face à l'évidence d'un rapport bouillant, dans lequel il apprend que sa dernière grande organisation a été manipulée et bafouée sans doute comme jamais, il doit décider s'il punit un géant qui n'a pas respecté les règles et l'exclut, quitte à se fâcher avec lui et son président tout-puissant avec les conséquences que cela peut générer ou s'il fait fi de ses conclusions et pénalise indirectement les athlètes intègres, dont il prétend être le défenseur.

Entre intérêt politique et éthique, Thomas Bach va devoir trancher en marchant sur des œufs. Il y a des jours où être président du CIO est loin d'être un job de tout repos...

## Entre déni et mesures, le jeu ambigu du Kremlin

### DOPAGE La Russie est bien loin de faire son mea culpa

► La présidence russe a annoncé la suspension des responsables mis en cause.

► Mais elle n'a reconnu aucune faute. Et agite la thèse du complot.

#### MOSCOU

DE NOTRE CORRESPONDANT  
D eux ans après ses JO d'hiver à Sochi et à trois semaines avant les JO d'été à Rio, Moscou vient de subir une humiliation. Accusé d'avoir orchestré un système de dopage au plus haut niveau de l'Etat, le pays hôte des derniers jeux olympiques risque d'être exclu des prochains. Mais, loin de tout mea culpa, le Kremlin a hier répondu aux conclusions du rapport McLaren avec ce même

double jeu ambigu qu'il a adopté depuis les premières révélations : prendre des mesures tout en jouant la carte du déni et en se présentant en victime. « *Les responsables cités comme étant les exécutants directs (des infractions) seront temporairement suspendus de leurs fonctions jusqu'à la fin de l'enquête* », a hier annoncé le Kremlin par un simple communiqué. Formellement, la Russie se conforme donc aux exigences de l'Agence mondiale antidopage (AMA) qui a exigé le limogeage des officiels mis en cause.

#### Les autorités sont dans le déni

Mais le Kremlin n'a pas pour autant reconnu de faute et reste dans le flou sur l'avenir de Vitaly Moutko, le ministre des sports

mis au banc des accusés par l'AMA : son ministère aurait régulièrement fourni la liste des athlètes russes dont les échantillons devaient être subtilisés. Les autorités sont en fait largement dans le déni. « *Le rapport McLaren est fantaisiste, rempli de faits non prouvés* », s'est insurgé Dmitri Svichtchev, président du comité pour le sport à la Douma, chambre basse du parlement russe. Il a qualifié de mensonges les accusations de Grigory Rodchenkov qui, ancien patron du laboratoire russe antidopage désormais réfugié aux Etats-Unis, est à l'origine des révélations du rapport McLaren.

Le communiqué du Kremlin remet lui aussi en cause l'intégrité de Grigory Rodchenkov, regrettant que les accusations reposent uniquement sur les dires « d'une seule personne à la réputation sulfureuse ». En fait, tous les « lanceurs d'alerte » (Grigori Rodtchenkov mais aussi Vitali Stepanov, ex-fonctionnaire de l'Agence antidopage russe, et l'ancienne athlète Yulia Stepanova) sont vus comme des traîtres. Avec toujours cette même réaction : un vrai Russe ne critique pas la Russie face à l'étranger, sinon c'est un traître. En pleines tensions entre Moscou et l'occident sur l'Ukraine et la Syrie, autorités et médias russes agitent la théorie du complot.

« *Crimée, Syrie, dopage, hooligans du football... Les Occidentaux trouvent toujours un prétexte pour diaboliser la Russie !* », a confié au *Soir* le bras droit d'un des principaux ministres du gouvernement, reprenant l'habituelle rhétorique du Kremlin sur le supposé « *deux poids deux mesures des Occidentaux contre la Russie* ». Dans son communiqué, le Kremlin a d'ailleurs dénoncé hier une ingérence « *dangereuse* » de la politique dans le sport. Et les télévisions publiques passent en boucle un même message : sous couvert de lutte contre le dopage, les conclusions de l'AMA sont utilisées « *pour éliminer un concurrent important et souiller l'image d'un pays* ». ■

**BENJAMIN QUÉNELLE**

## POLÉMIQUE

### Américains et Canadiens savaient-ils ?

La lecture du rapport McLaren a été précédée d'une sacrée polémique ces derniers jours. Avant même la révélation des conclusions de l'expert canadien, l'Agence américaine antidopage (Usada) et le Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES) avaient envoyé un courrier à Thomas Bach dans lequel ils demandaient l'exclusion totale de la Russie des Jeux. Ce timing suspect a fait dire à certains qu'il y avait eu des fuites du rapport.

« *Comment ces organisations connaissent son contenu avant qu'il ne soit publié ? Cette*

*situation suscite de sérieux doutes concernant l'intégrité et l'indépendance de ce rapport* », a déclaré Alexandre Joukov, le président du Comité olympique russe, qui a menacé de porter l'affaire devant la commission d'éthique du CIO.

Patrick Hickey, le président des Comités olympiques européens, choqué, n'a pas plus apprécié cette démarche, estimant qu'« *il y avait une tentative de se mettre d'accord sur des sanctions avant même que toute preuve soit présentée.* »

Hier, lundi, de nombreuses autres agences antidopage se sont jointes à l'Usada pour réclamer l'exclusion de la Russie des JO de Rio. Seront-elles entendues ?

PH. VW.